

# La gauche européenne en pleine crise

Les sociaux-démocrates se cherchent un nouveau souffle un peu partout en Europe. Les partis de gauche traditionnelle ont vu leurs scores électoraux diminuer, parfois très fortement comme en Grèce, ces dernières années.

*Le Soir* a interrogé cinq intellectuels européens pour définir les raisons de cette crise et quelles solutions mettre en place pour en sortir. Pour Laurent Joffrin, directeur de la

rédaction de *Libération*, « ce qui est surtout en cause aujourd'hui, c'est l'incapacité de la gauche à répondre à des questions qui inquiètent et qui agitent dans les milieux populaires, comme l'identité, l'ouverture des frontières, les migrations et les réfugiés ». ■

## La gauche essoufflée, la gauche divisée

DÉBAT Les partis socialistes et sociaux-démocrates traversent une crise structurelle qui a un impact global. Topo avec cinq grands experts

- ▶ La démission de Taubira, le retour de Varoufakis, sont les signes d'une crise et d'une quête à gauche.
- ▶ Marc Lazar, Ilvo Diamanti, Laurent Joffrin, Ania Skrzypek et Pascal Delwit auscultent avec nous la gauche réformatrice.

Entre la démission de Christiane Taubira mercredi dernier à Paris et le lancement d'un mouvement de gauche européen par Yanis Varoufakis samedi prochain à Berlin, on sent la gauche déchirée. La poussée de Syriza au printemps 2015, écrasé sous le rouleau conservateur européen, ou le succès de Podemos en Espagne ces derniers mois, donnent à voir une quête nouvelle de l'idéal, mais ne doivent pas faire illusion : le bloc de gauche social-démocrate et socialiste, central, qui a pesé de tout son poids historiquement dans le rapport de forces avec les formations de droite, libérales et conservatrices, ce bloc « qui compte » s'effrite, risque de casser. Et pas seulement entre ses courants plus à gauche et d'autres libéralisants, mais casser tout court. Politologues et observateurs sont-ils inquiets pour son sort ? Oui. Sont-ils unanimes sur la gravité de la crise, et les perspectives ? Non.

Conseillère stratégique au sein de la FEPS, la Fédération européenne d'études progressistes, centre d'études du parti socialiste européen, Ania Skrzypek contextualise : « Les socialistes et sociaux-démocrates ont évolué dans deux séquences problématiques : après la crise financière de 2008, on a vu dominer les politiques d'austérité, dans lesquelles ils ont pris leur part ; ensuite, la politique de sécurité s'est imposée comme nous le savons, et les ci-

toyens ne se tournent pas forcément en premier lieu vers la gauche ».

Professeur à Sciences Po et à l'université de Rome, spécialiste de la gauche en Europe, Marc Lazar met en perspective : « Nous sommes dans un cycle long, marqué par la fin du grand compromis social, celui de l'Etat providence, dans la construction duquel les sociaux-démocrates ont joué un rôle important. Le monde ouvrier n'a plus la même centralité, l'individualisme se développe, les partis ont moins de capacité d'encadrement social, et, en fait de cycle long, on est dans une phase d'accélération depuis dix ans. Résultat ? La gauche est confrontée à une crise électorale, une crise du militantisme, une crise du "système parti", le dispositif qui l'associait structurellement à l'organisation syndicale, aux mutuelles, sans oublier une crise sociologique, étant de moins en moins ancrée dans les milieux populaires ».

**1 Un autre clivage ?** Politologue à l'ULB, Pascal Delwit parachève : « La gauche est confrontée à l'érosion de son modèle d'organisation comme parti de masse, à l'érosion de l'Etat providence, l'érosion de la classe sociale qui a fait sa force - il y avait comme une synonymie entre elle et le monde ouvrier, qui a laissé la place à un éparpillement social -, érosion de son cadre d'expression historique, qui, malgré son internationalisme de principe, est l'Etat nation, là où se manifeste encore la démocratie représentative ».

Directeur de la rédaction du quotidien *Libération*, Laurent Joffrin pointe lui aussi le décrochage d'avec les classes populaires, et recadre : « Ce qui est surtout en cause aujourd'hui, c'est l'incapacité de la gauche à répondre à des questions qui inquiètent et qui agitent dans les milieux populaires, comme l'identité, l'ouverture des frontières, les migrations et les réfugiés ; on a une société fracturée sur tout cela, et la

gauche, entre ses formations européennes, a beaucoup de mal à avancer une réponse claire, unifiée, entre accueil et fermeté, ou plus généralement, par exemple, sur l'affirmation ou non de la laïcité ».

Au milieu, Ilvo Diamanti, politologue italien, qui enseigne à l'université d'Urbino et à Paris II, chroniqueur dans le quotidien *La Repubblica* soutient, lui, que la crise de la gauche cache celle, plus inquiétante, de nos démocraties : « C'est le bipolarisme droite/gauche qui est en crise, avec lui la dichotomie capital/travail, ou libéralisme/social-démocratie. Nous avons glissé vers un autre clivage, peuple/élites, qui voit les néo-populistes occuper la place, même si les mouvements sont très différents entre eux - par exemple entre les « Cinq étoiles » italiens et le FN français. Le discours anti-européen, anti-euro, ainsi que la peur de l'étranger, sont les grands sentiments qui traversent la société. Les partis de gauche évoluent dans ce contexte en perdant l'adhésion du peuple, des classes sociales défavorisées. Je reprends mon raisonnement : la crise de la dichotomie gauche/droite au profit du clivage peuple/élites ouvre, on le comprend aisément, à un problème majeur de « gouvernabilité », ou de « gouvernance », ce qui provoque à son tour la crise de la démocratie représentative, qui est associée étroitement à l'existence d'un gouvernement opérant efficacement et dans un consensus nécessaire ».

Pascal Delwit retient lui aussi ce glissement d'un clivage à un autre : « Cette idée gagne du terrain : la société ne tourne qu'au profit d'un petit groupe de gens, l'establishment, les partis sont complices ou laissent aller... La gauche, au milieu de tout cela, est atteinte, plus que les autres. Et elle est dépourvue, cela par défaut, je le crois, de réflexion en son sein, et d'actes manifestes. En face, ce que l'on appelle la gauche radicale - des réalités différentes de

pays en pays -, joue beaucoup sur ce registre : Podemos, en Espagne, articule son message autour de l'idée que 1 % de la population profite de la situation et 99 % subissent la crise... La social-démocratie, elle, n'a pas de discours-réplique face à cette pression de l'opinion. »

**2** Que faire ? Les observateurs divergent sensiblement sur les conditions d'une relance de la social-démocratie, voire la possibilité même d'un nouvel âge.

Ania Skrzypek : « Ces dernières années, à l'échelle du PSE, nous avons eu des messages relativement forts sur les minimas sociaux, essentiellement défensifs, il faut être capables maintenant de proposer un projet pour une adhésion globale, car la gauche veut toujours, n'est-ce pas, "changer le monde"... Au cœur de la réflexion, il y a le besoin de réfléchir à un "new deal" adapté, comportant la transition écologique, un autre "compromis social", adapté au capitalisme mondialisé, financiarisé, qui a fait éclater le tissu social. »

Laurent Joffrin s'engage : « Je conteste l'affirmation selon laquelle la gauche social-démocrate est liquidée. Que l'on soit critiques est une chose, mais il faut constater que Valls et Macron en France, c'est une école de pensée et d'action, basée sur une analyse du corps électoral actuel de la gauche, qui, on l'a expliqué, n'est plus composé comme il fut un temps. Cette école, c'est en gros : faire tourner l'économie, passer des compromis avec le patronat, travailler à la compétitivité, en vue de l'emploi et d'une redistribution sociale... » Laurent Joffrin prolonge : « On peut critiquer le gouvernement français, mais il a pris des mesures sociales, par exemple le

CPA, le projet de compte personnel d'activité, qui suit les travailleurs dans tout leur parcours professionnel, d'une entreprise à l'autre, y compris les périodes de chômage, regroupant sous un seul compte un ensemble de droits sociaux et à la formation. Et puis, il y a la social-démocratie allemande toujours ancrée. Non, c'est toujours

le même procès, instruit par la gauche radicale ou extrême : le procès en trahison - lisez l'ouvrage de Pierre Birnbaum sur Léon Blum et les réformes de 1936 ! Parce que les sociaux-démocrates acceptent l'économie de marché et opèrent à l'intérieur du cadre. Il est vrai que François Hollande n'a pas donné de grands signaux à gauche, il se montre raide sur la politique de sécurité, et applique une politique économique d'inspiration plutôt libérale, on n'est pas loin de Tony Blair, et tout près de Matteo Renzi. Mais je relativise, et quoi qu'il en soit, en face, à la gauche de la gauche, l'idée de rompre avec l'économie de marché est un discours sans contenu. »

Pascal Delwit distribue les points : « Des formations maintiennent un discours de gauche identifiable, en Belgique, au Portugal, en Espagne, avec un PSOE qui veut se repositionner, alors qu'en France, aux Pays-Bas, au Danemark, même en Allemagne, où le SPD était l'acteur principal dans la défense des classes populaires salariées, la gauche file vers la droite, libérale ou conservatrice. Elle est devenue parfois une vue de l'esprit. Les fameux "sociaux-libéraux", c'est une catégorie qui n'a peut-être plus rien à voir avec la social-démocratie. » Pour autant, la gauche doit-elle se radicaliser ? « Je ne le crois pas, je dirais

qu'elle doit recomposer une pensée politique, avec des marqueurs nets. »

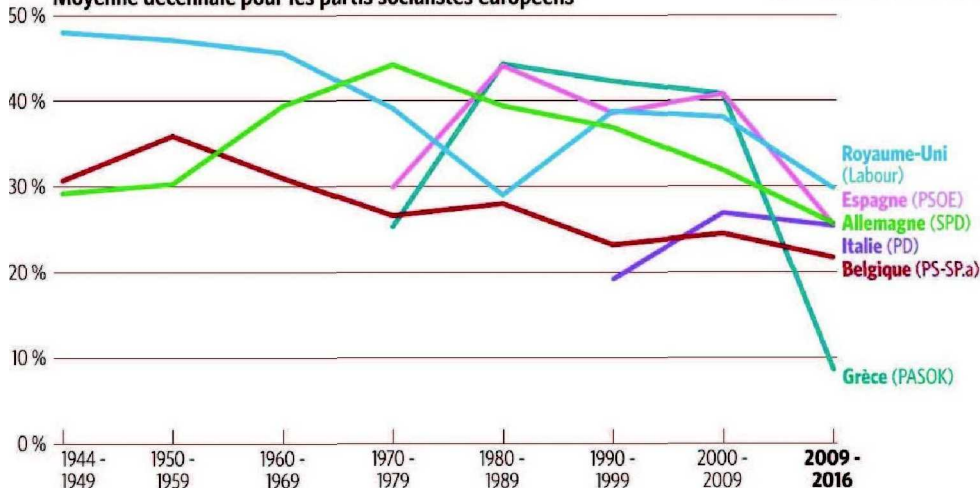
**3** S'adapter, comment ? Marc Lazar tranche : « Blair-Shröder-Renzi-Valls... Il y a là une famille politique pour laquelle le clivage gauche-droite n'est plus structurant. Valls est obligé de se dire de gauche pour des raisons tactiques, mais il pense très fort que gauche et droite sont des concepts dépassés. Il a très envie de débaptiser le PS, pour créer un Parti démocrate... »

Marc Lazar ne pose pas le point final : « La gauche réformiste a toujours su s'adapter aux temps qui changent, aux nouvelles conditions économiques et sociales, cette capacité d'adaptation est un trait constitutif. Il y a deux voies : s'adapter en gardant ses grandes valeurs ; ou en dépassant son registre de valeurs, vers autre chose. » Son choix ? « Je suis chercheur ! »

Ilvo Diamanti tente de se projeter : « Où est la gauche ? Où se cache-t-elle ? En France avec la déchéance de nationalité, en Suède, au Danemark, où elle ne s'oppose par à la confiscation des biens des migrants ? La frontière s'estompe avec la droite, et pas sur la politique économique mais sur des valeurs. Alors, je ne peux pas conclure que, se dire de gauche ou de droite, cela n'a plus de sens, les gens se reconnaissent encore dans ces catégories : nous le constatons dans nos enquêtes, pour 60 % à 80 % des personnes interrogées. Mais de quoi parle-t-on ? Pas ou peu de l'expression d'une fracture politique, davantage d'une modalité d'auto-définition. Une "modalité d'auto-définition", quelle substance donner à cela ? » ■

DAVID COPPI

### Des grosses baisses ces dernières années Moyenne décennale pour les partis socialistes européens



## EN FRANCE ET EN ESPAGNE

**Cohn-Bendit en flagrant délit**

S'il fallait un signe témoignant de la crise de la gauche, Daniel Cohn-Bendit nous le donna mardi dernier, comme invité de la rédaction. Longuement interviewé sur les affres de l'Europe ou les tensions politiques en France, il décrivit Angela Merkel en « déesse » et désigna Alain Juppé comme un recours, mais surtout, plus de traces d'une langue de gauche : les « rapports de forces » ?, les « classes sociales » ?, le « conflit social » ?, la « révolte » ? Plus rien de tout cela chez « Dany le Rouge ». 68', où es-tu ?

**Le labo espagnol**

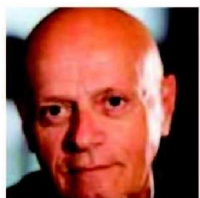
Dans une version actuelle et espagnole des relations tumultueuses entre les composantes historiques de la gauche (la réformiste versus la radicale), le PSOE et Podemos ont entamé des pourparlers pour tenter de constituer un gouvernement à Madrid. Beaucoup d'obstacles devant (quid de l'indépendantisme catalan ?), mais un laboratoire grandeur nature. L'issue influencera les choix stratégiques à gauche un peu partout ailleurs en Europe. Tous observent.

D.CI

## NOS CINQ « EXPERTS »

**Ania Skrzypek**

Conseillère à la FEPS, la Fondation européenne d'études progressistes, la centre d'études du Parti socialiste européen.

**Ilvo Diamanti**

Professeur à Urbino et à Paris II, chroniqueur dans « La Repubblica ».

**Pascal Delwit**

Politologue à l'Université libre de Bruxelles, auteur de nombreux travaux sur la gauche en Belgique et en Europe.

**Marc Lazar**

Professeur à Sciences Po et à l'université de Rome, chroniqueur dans « La Repubblica », spécialiste de la gauche en Europe.

**Laurent Joffrin**

Directeur de la rédaction, éditorialiste, du quotidien « Libération ».